Angles d'Attac

association pour une
taxation des
transactions financières pour l'
aide aux
citoyens et citoyennes.

Bulletin d'information en français d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève - www.suisse.attac.org

Numéro 36 - décembre 06 / janvier 07

>>>SOMMAIRE>>>

>>> La campagne sur la fiscalité - une possibilité de créer du mouvement dans le mouvement ! >>>

Le 22 juin 2005, le Conseil fédéral a voté le message de la deuxième «loi de réforme de l'imposition des entreprises», réforme assez radicale en soi. Elle réduit les impôts pour les détenteurs d'actions en diminuant l'imposition des dividendes. Or, les chambres fédérales en majorité de droite s'approprièrent vite cette opportunité de soulager le porte-monnaie de leur clientèle et se livrèrent à un spectacle de sous-enchère de la proposition du Conseil fédéral. [1] Pendant la dernière session parlementaire à Berne, même la NZZ a commencé à s'inquiéter de la radicalité des propositions faites. Les citoyen-ne-s vont-il digérer une perte d'un milliard de francs dans les recettes cantonales et communales ? Veut-on de nouveau courir le risque de l'opposition des cantons ? Est-on allé plus vite que la musique, même dans l'opéra néolibéral ?

Les nouvelles de la semaine dernière sont une surprise : tous les spécialistes s'attendaient à la fin de la politique de la navette (entre les chambres) en la matière et à un vote final sur la proposition le 20 décembre. Attac comme le PSS, l'USS et les Verts entre autres étaient sur le point de lancer un référendum dès la publication dans la Feuille fédérale de la loi nouvellement votée (9 janvier 2007). Mais tout à coup, il y a quelques jours, les insiders à Berne ont annoncé que la procédure parlementaire prendrait fin en mars 2007 seulement. Honni soit qui mal y pense.

Dans le même temps, les différentes sections locales d'attac suisse ont mené une vive discussion sur le rôle du mouvement et ses activités sur l'échiquier politique suisse, et sur la manière de mener notre campagne sur la fiscalité. La suite de cet article est un résumé du consensus trouvé à l'issue de débats aussi importants qu'intéressants. [2]

Attac Suisse a décidé cet été lors de son Assemblée générale que sa campagne principale dans un avenir proche serait guidée par la thématique de la fiscalité au sens large et que le contenu élaboré dans le livre Kassenkampf' en serait la base intellectuelle (voir encadré page 4). Avec ce capital de départ, il appartient mainte-

>>>



JAB 2500 BIENNE 4

Retours à angles d'attac,
rte de Jussy 14b, 1226 Thônex

>>>AGENDA>>>

>National>

SAMEDI 13 JANVIER 2007

13h : Coordination nationale, lieu à définir.

SAMEDI 13 JANVIER

14h-18h : Commission féministe, Bienne.

SAMEDI 20 JANVIER

14h : Coordination anti-G8/marche contre la précarité, Buffet de la gare, Lausanne.

SAMEDI 3 FÉVRIER

13h : Coordination nationale, lieu à définir.

SAMEDI 3 MARS

13h : Coordination nationale, lieu à définir.

>Vaud>

MARDI 9 JANVIER

19h15 : Rencontre du nouveau secrétariat, peut-être suivie d'une rencontre mensuelle, forme à définir et lieux à préciser (consulter notre site internet).

MARDI 16 JANVIER

20h : Réunion du groupe Multinationales, Pôle Sud, Av JJ Mercier 3, Lausanne.

nant aux militant-e-s d'élaborer du bon matériel de campagne. Le nombre de signatures récoltées pour le référendum ne sera pas la priorité première, c'est par le contenu que nous voulons convaincre. Nous allons démontrer le lien entre le déplacement progressif de la charge fiscale du capital vers le travail avec le démantèlement des services publics et la politique du déficit permanent. Par la suite, nous intégrerons la réflexion sur les marchés financiers internationaux, le rôle de l'argent sale et de la compétition fiscale entre les Etats, et le rôle joué par la Suisse et son secret bancaire. [3] Nous utiliserons donc le référendum comme véhicule pour nos idées et comme moyen de promouvoir nos convictions dans la sphère publique. Ce moyen démocratique nous permettra essentiellement de nous organiser au niveau suisse, de descendre dans les rues et, ce faisant, d'élargir notre public habituel. Tout en gardant en tête le but poursuivi : la sensibilisation de la population en matière de politique sociale qui trouve une de ses expressions premières dans la fiscalité.

Afin d'éviter de disparaître dans l'ombre des grands partis et syndicats suisses, attac est appelée à se distinguer non seulement dans le contenu mais aussi dans l'organisation. Dans une logique de complémentarité, nous nous appliquerons à créer des comités locaux qui seront mis en place par les forces de la société civile existantes, ce qui nécessite un travail de mise en réseau et de coopération large entre les organisations intéressées et les réseaux attac. Il s'agit d'unir les forces contestataires et constructives extraparlementaires afin de faire entendre la voix des citoyen-ne-s. Chaque main et chaque voix est bienvenue et indispensable dans la création de ces réseaux, dans la formation interne et dans le travail de campagne dans les rues et ailleurs. [4]

La loi sera votée prochainement - probablement en mars - et le référendum lancé. Les grands partis le feront aboutir. A nous d'amener du contenu et la motivation d'élargir la discussion fiscale aux autres thématiques qui nous sont chères. D'intégrer le passé pour comprendre le présent dans sa complexité, et de penser un futur à plus long terme que celui de la politique politicienne. A nous de nous former et d'aller vers la population, de rendre le/la citoyenne attentif-ve, de démontrer les rapports entre différents éléments et de communiquer des alternatives. A nous de créer du mouvement dans le mouvement.

Dernière minute : la Réforme de l'imposition des entreprises anticonstitutionnelle ?

Deux expertises juridiques ont été demandées par le législateur ces derniers jours. Une de ces expertises a déclaré anticonstitutionnelle la nouvelle loi, telle qu'adoptée par le Conseil national (diminution de moitié de l'imposition des dividendes pour personnes privées et entreprises). Elle est contraire aux principes de l'égalité juridique devant l'impôt en fonction des moyens disponibles. Reste à comprendre pourquoi il fallait un juriste pour exprimer d'une manière crédible ce que le bon sens nous indique à toutes et tous...

Notes :

[1] cf. http://www.schweiz.attac.org/La-reforme-de-l-imposition-des

[2] voir par exemple l'article d'attac Bâle plus loin dans ce numéro

[3] Pour en savoir plus sur l'aspect international de la question : http://www.schweiz.attac.org/Taxez-nous-si-vous-pouvez

[4] individus ou organisations intéressés : suisse@attac.org

>>> Quelle impulsion donner au référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises II ? >>>

En Suisse, le référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises II est imminent et les discussions sont en cours. Sur quelles bases doit s'appuyer la participation d'attac à ce référendum ? Ce document est une proposition de travail faite dans le cadre de ce débat, présentée par le comité attac de Bâle.

Un autre monde de l'économie et du travail est possible !

La réforme de la fiscalité des entreprises en cours a pour but de diminuer la part des entreprises - notamment celle des gros actionnaires - dans le financement des dépenses publiques. En conséquence, le financement de l'Etat est transféré encore un peu plus vers les épaules des salarié-e-s. Par ailleurs, ces mesures entraînant une perte de revenus fiscaux estimée à un milliard de francs suisses, le budget de l'Etat sera soumis à une nouvelle pression déficitaire et devra envisager de nouvelles mesures d'austérité. L'acte suivant de cette pièce est bien connu de tou-te-s les habitant-e-s de pays capitalistes : tirant prétexte du déficit budgétaire, l'Etat taille dans les budgets sociaux. Par ailleurs, pour compenser le déficit fiscal induit par la réforme, les taxes sur la consommation - notamment la TVA - sont relevées, ce qui incite en retour les entreprises à réclamer une nouvelle baisse de leur charges fiscales, etc.

Cette stratégie du capital - compris dans le sens élaboré par Karl Marx : d'énormes concentrations financières ainsi que la possession des moyens de production, du foncier, des usines et des machines - a pour objectif de démonter pan par pan le compromis atteint après de pénibles luttes sociales en Europe, au cours du XXème siècle, entre le capital et le travail. Par travail nous entendons ici l'ensemble des activités salariées.

Deux des conquêtes obtenues par ces luttes sont importantes d'un point de vue financier. Premièrement, elles ont permis aux salariés d'obtenir progressivement, à une très large échelle, des augmentations de salaires historiquement inédites jusque-là. Ce qui a entraîné une amélioration sensible du pouvoir d'achat général (à noter que cette conquête ne s'est pas généralisée dans la société : dans notre pays elle s'applique surtout aux hommes porteurs d'un passeport national, beaucoup moins aux femmes et aux immigré-e-s). La deuxième conséquence financière de cette ancienne lutte des classes est qu'elle a obligé le capital à participer de manière significative - par le biais des charges sociales et de la fiscalité des entreprises - à un transfert social du haut vers le bas ainsi qu'au financement des services publics. C'est cette participation fiscale qui doit être encore une fois - mais ce n'est certainement pas la dernière fois - réduite par l'actuelle réforme d'imposition des entreprises.

Ce compromis de classe a été institutionnalisé, en Suisse comme dans d'autres pays, comme étant un "partenariat social" : les employeurs et les syndicats ont convenu d'un mode d'interaction commune, des méthodes pacifiques de confrontation ont été définies, des conventions collectives ont été négociées par branche. A la place des luttes de classes militantes, caractérisées par des grèves sauvages, des blocages d'usines, des grandes manifestations et de la répression policière, on vit apparaître des négociations ritualisées entre représentants du patronat et fonctionnaires syndicaux. Il y a quelques décennies, il existait de nombreuses bonnes raisons pour un-e salarié-e d'abandonner la lutte des classes militante - ne serait-ce que par désir de pacifier sa propre vie à travers une situation professionnelle stabilisée par un contrat et suffisamment rémunérée. Mais, depuis quelque temps, même en Suisse, les conditions de vie se sont de plus en plus précarisées pour un nombre croissant de personnes, à travers des changements d'emploi fréquents, des conditions d'emploi non réglementées et des licenciements. Les services publics réduisent également leurs effectifs et augmentent leurs tarifs.

Que fait la gauche favorable au partenariat social ? Les leaders syndicaux et les députés sociaux-démocrates font des déclarations radicales avant de se rendre aux négociations mais en ressortent après avoir fait de larges concessions au patronat et aux forces libérales bourgeoises. La même chose vaut pour ce référendum : le parti socialiste helvétique se présente clairement comme le défenseur des salarié-e-s contre le capital. Très bien, mais le PS participe au gouvernement de certains cantons. Peut-il nous indiquer dans lequel il met à profit le fruit des luttes pour défendre les défavorisé-e-s ? Où se bat-il pour améliorer la qualité de vie dans les villes et villages ? Par exemple, comment lutte-t-il à Bâle contre les géants de la chimie, vingt ans après la catastrophe écologique causée par Sandoz (aujourd'hui Novartis) à la Schweizerhalle ?

Il est important que le référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises soit un succès, notamment après le rejet du paquet fiscal lors du référendum de mai 2004. Mais, au-delà de cette consultation, il est important de ne pas se contenter de réagir de manière localisée contre les attaques du capital. Nous devons opposer un projet politique alternatif global à la pression qu'exerce la mondialisation sur les salarié-e-s, et lutter contre le fait que de plus en plus d'hommes et de femmes se retrouvent totalement exclu-e-s du marché du travail. Une réorganisation démocratique de l'économie et du monde du travail est possible ! Pourquoi seuls les actionnaires et les managers ont-ils le droit de décider des objectifs, des quantités et des méthodes de production ? Leurs ambitions démesurées en matière de rentabilité et de croissance provoquent non seulement la surchauffe de la spéculation boursière - avec ses énormes conséquences économiques et sociales - mais également le réchauffement climatique de la planète ! La revendication d'une démocratisation du monde de l'économie et du travail est devenue entre-temps une question de vie ou de mort pour l'humanité.

Une autre économie et un autre monde du travail sont possibles, mais on n'y arrivera certainement pas par le biais d'un "partenariat social" institutionnalisé. Ce partenariat bénéficie depuis longtemps en premier lieu aux entreprises qui habillent leurs stratégies agressives d'un petit manteau faussement démocratique. Nous appelons donc tous les travailleuses et travailleurs salarié-e-s, tous-toutes les exclu-e-s du marché du travail à rejeter ce compromis corrompu et à rechercher d'autres formes de revendications sociales, plus concrètes. Aucune manoeuvre ne pourra jamais vaincre une mobilisation qui s'appuie sur la solidarité et les aspirations démocratiques de celles et ceux qui n'ont rien.

Frank Winter (attac bâle),
article paru dans l'*attactuell* (Bulletin d'information d'attac suisse en allemand) Nr 1, traduction Grégoire Seither, *Coorditrad.*

Attac vient de publier un nouveau livre sur le thème de la fiscalité. Cet ouvrage donne des arguments contre la politique des caisses vides. Comme il n'existe pour l'instant qu'en allemand, nous avons laissé la présentation ci-dessous dans la langue originale.



Kassenkampf – Argumente gegen die leere Staatskasse

Vor dem Hintergrund der massiven finanziellen Nöte von Regierungen und Kommunen und des internationalen Steuerwettbewerbs, genoss die Sparpolitik lange Zeit eine relativ weit reichende Akzeptanz in der Bevölkerung. Allerdings muss es doch überraschen, dass sich in der Schweiz als einem der reichsten Länder der Erde die Meinung durchsetzt, dass man "sparen" müsse, da die Staatskassen leer seien. Denn eigentlich ist der Verweis auf die "leeren Kassen" geradezu zynisch, verschweigt er doch, dass die Steuersenkungspolitik zugunsten der Kapital- und Vermögenseinkommen zuvor systematisch große Löcher in diese Kassen geschlagen hat und weiterhin schlägt.

In diesem dritten Band der Reihe ATTAC-Texte werden die Mechanismen des internationalen und kantonalen Steuerwettbewerbs, die Rolle des Steuerparadieses Schweiz und des Bankgeheimnisses in der internationalen Arbeitsteilung der Finanzmärkte untersucht, sowie deren Auswirkung für die Finanzierung des Sozialstaates und der öffentlichen Dienste. Ebenso werden die Grundzüge einer gerechten Steuerordnung präsentiert.

Vorwort von Jean Ziegler, mit Beiträgen von Bruno Fässler, Bruno Gurtner, Jean-Claude Huot, Margret Kiener Nellen, Bernhard Leubolt, Olivier Longchamp, Mascha Madörin, Andreas Missbach, Alessandro Pelizzari, Florence Proton , Philippe de Rougemont, Peter Streckeisen, Gian Trepp.

No ISBN 3-85869-329-4
CHF 15.00

Besteelung: Attac Schweiz, rue des Savoises 15, 1205 Genf

>>> Soutenez attac suisse ! >>>

Chères et chers membres d'attac, chères sympathisantes, chers sympathisants,

L'année écoulée a été particulièrement riche en contrastes : à d'importantes victoires ont succédé des défaites douloureuses, qui nous ont montré, une fois de plus, à quel point nous vivons dans un monde polarisé. En juin nous avions la grande satisfaction d'apprendre l'échec du cycle de négociations de Doha. Ce cycle, faussement nommé cycle du développement, que nous dénonçons depuis plusieurs années pour sa promotion d'ouverture brutale des marchés du sud semble momentanément bloqué. Cette victoire importante contraste particulièrement avec la défaite du double référendum contre la loi sur l'asile et sur les étrangers (LEtr et LAsi) le 24 septembre. Malgré l'immense investissement des militant-e-s pour le NON, personne n'est parvenu à faire pencher la balance face à des adversaires manipulant l'arme démagogique de l'insécurité et des sentiments racistes. Cette défaite montre bien à quel point il est important, aujourd'hui encore plus qu'avant, de s'investir dans la résistance à ces politiques néolibérales et autoritaires. **Il faut, non seulement, renforcer et élargir les fronts de résistance avec les mouvements et acteurs politiques, mais aussi redonner toute la force et la conviction aux alternatives possibles.**

Attac suisse s'attelle à ce travail depuis de nombreuses années en jouant le rôle de *carrefour* entre différents acteurs politiques, aussi bien institutionnels, militants que syndicaux. Indépendante, mais en réseau, attac suisse tente de donner des impulsions concrètes capables de rassembler tout en dépassant les contradictions inhérentes à ces milieux.

Pour l'année à venir, durant l'Assemblée Générale d'attac suisse les membres ont décidé de lancer une campagne sur la justice fiscale et contre la deuxième révision de l'imposition des entreprises, qui creusera encore un trou supplémentaire d'un milliards de francs dans les caisses d'Etat tout en en faisant cadeau aux actionnaires. D'autre part, 2007 sera marquée au niveau international par une forte mobilisation contre le G8 qui aura lieu en Allemagne. Nous avons décidé de nous y impliquer à travers la thématique de la précarisation du travail et des conditions de vie, et de la question de la migration.

Afin de bénéficier d'une autonomie aussi bien politique que financière, attac suisse est uniquement financée par des dons et les contributions de ses membres et sympathisant-s-s. Bien que le travail soit essentiellement bénévole et collectif, nous avons également un poste de secrétaire permanent-e à 50% qui permet de coordonner et de soutenir les activités locales et de gérer le travail administratif indispensable à une continuité politique. Ce poste contribue également à améliorer les relations entre les différents acteurs nationaux et internationaux, de plus il est indispensable pour assurer le travail de coordination et le suivi des campagnes.

Pour réunir les moyens indispensables au maintien de ce poste, nous avons mis en place un fonds de soutien alimenté par des dons réguliers ou uniques. Nous avons besoin d'environ 25'000 francs par année. C'est pourquoi nous nous adressons à vous : nous cherchons des personnes qui peuvent s'engager à faire un don régulier du montant de leur choix. Que ce soit 10, 50 ou 100 francs, chaque montant permet d'aider à assurer le maintien de ce poste. Il en va de même avec des dons uniques qui sont, bien sûr, également les bienvenus.

En soutenant le fonds de soutien, vous renforcez la résistance aux politiques néolibérales et contribuez à la construction d'alternatives solidaires et démocratiques.

CCP 17-762066-4
Attac Suisse, Genève

>>>Informations centrales sur la préparation du contre-G8 2007 >>>

Du vendredi 10 au dimanche 12 novembre 2006, la seconde réunion internationale de préparation du contre-G8 de Heiligendamm s'est tenue à Rostock. La mobilisation pour ce G8 est beaucoup plus avancée qu'elle ne l'était en France à la même période pour le G8 2003. Plus de 300 personnes étaient présentes et une quinzaine de pays étaient représentés. Une dizaine de francophones étaient présents : attac-France, attac-Suisse, EuroMarches / Marches européennes, IPAM (Initiative Pour un Autre Monde), Vamos !, No Vox, Bac (Brigade activiste des clowns), FSU, LCR.

Le mouvement altermondialiste a décidé de faire de cette date un événement important, non seulement parce qu'il s'agit du seul rassemblement européen altermondialiste de l'année 2007 (le prochain Forum Social Européen ne se tiendra pas avant 2008), mais surtout parce que les enjeux pour ce même mouvement sont importants. Il s'agit de poursuivre la dénonciation du fonctionnement ploutocratique du système international. Le G8, comme les années précédentes, mettra au coeur de ses débats des thèmes photogéniques pour les médias et l'opinion publique, comme l'éradication de la pauvreté en Afrique, le changement climatique, la réforme des Institutions financières internationales, le juste commerce, etc. Le contre-sommet sera l'occasion de dénoncer l'hypocrisie des mesures prises par le G8, véritable gouvernement mondial sans mandat démocratique, et de proposer des alternatives pour aller vers une justice globale. Au delà, il s'agit de se mobiliser pour être à même de proposer un vaste débat européen à propos du Traité Constitutionnel Européen qu'Angela Merkel - chancelière allemande sous la présidence de laquelle est l'Union européenne au premier semestre 2007 - dit vouloir relancer (la réunion de clôture de la présidence allemande prévue à Bruxelles les 21 et 22 juin est ainsi consacrée à ce thème).

Principales initiatives pour le contre-sommet

Ce calendrier a été discuté pour la première fois à un niveau international lors de cette rencontre de Rostock. Il est susceptible d'évoluer de manière marginale...

Fin mai :
En amont du contre-sommet, des Marches contre le G8 convergeront vers Rostock. (cf. point suivant)

du vendredi 1er au vendredi 08 juin :
Des campements alternatifs se tiendront aux abords de Rostock afin de servir de lieu logistique d'organisation du contre-sommet (hébergement sous tente, cuisines collectives, matériel divers, centres Indymédia, etc.) et de lieu de débats, d'échanges d'informations et de préparation d'actions.

le samedi 02 juin :
Une grande manifestation, suivie possiblement d'un concert, devrait se dérouler à Rostock.

le dimanche 03 juin :
Assemblées des précaires et des sans.

le lundi 04 juin :
Journée sur les thématiques des migrations (« Pour la liberté de circulation ! Droits égaux pour tou(te)s ! ») et de la guerre.

du mardi 05 juin au jeudi 07 juin : Sommet alternatif, dont les principales thématiques seraient la pauvreté, le climat, l'architecture financière et économique internationale, la démocratie et les migrations. Ce sommet alternatif se ferait en trois temps : 1) événement d'ouverture avec des personnes connues ; 2) séminaires de travail nombreux et largement ouverts ; et 3) séances de conclusion insistant sur les alternatives.

le mercredi 06 juin :
Actions de blocage de la zone rouge afin d'empêcher les délégations des Huit de rejoindre Heiligendamm pour l'ouverture du Sommet officiel.

le jeudi 07 juin :
Manifestation et concert final.

Les Marches européennes contre la précarité - 2007

Esquissées lors du dernier FSE (Forum Social Européen) d'Athènes, ces Marches traverseront l'Europe avec différents cortèges qui tous convergeront vers Rostock la veille du contre-sommet (le vendredi 1er juin). Le but de ces Marches est de dénoncer la pauvreté, la précarité et les discriminations en tenant des réunions dans les lieux d'étape et en allant auprès des acteurs engagés localement dans des luttes.

Les Marches partiraient début mai de divers pays d'Europe. Côté "Ouest", Maghreb, Portugal, Espagne, France convergeraient vers la Belgique (Bruxelles) et, rejoints pas les Hollandais, entreraient en Allemagne au niveau d'Aix-la-Chapelle pour remonter vers le nord de l'Allemagne. Les militants des pays nordiques arriveraient par... bateau à Rostock. Une autre Marche partirait du Sud, regroupant Italiens et Suisses. Turquie, Grèce, pays balkans et Autriche pourraient rejoindre la Marche "italienne" vers la Thüringe. Le projet d'un départ de Russie en traversant la Pologne est encore hypothétique.

Un groupe de travail international fera le point en Allemagne à la mi-décembre et une Assemblée européenne de lancement des Marches en Europe se tiendra à Erfurt les 03 et 04 février 2007.
S'il vous intéresse de contribuer à la préparation des Marches, vous pourrez le faire sous différentes formes : ou bien en marchant vous-mêmes, ou bien en appuyant la logistique lors des étapes. Attac suisse est en train de constituer un groupe de coordination suisse pour participer à ces Marches. Plus d'info : suisse@attac.org



>>>AGENDA>>>

>Neuchâtel>

DATE DES PROCHAINS COMITÉS:

MARDI 23 JANVIER 2007

à 20h, à Neuchâtel, Brasserie du Théâtre
salle 2e étage

JEUDI 22 FÉVRIER 2007

à 20h, aux Hauts-Geneveys, Buffet de la gare

JEUDI 29 MARS 2007

à 20h, à Neuchâtel, Café de l'Arrosée

JEUDI 10 MAI 2007

à 18h, comité et à 20h Assemblée générale, à la Chaux-de-Fonds, ABC

JEUDI 21 JUIN 2007

à 20h, aux Hauts-Geneveys, Buffet de la gare

>>> Trois jours pour les services publics >>>

Le dernier week-end d'octobre, Genève a accueilli (sans le savoir?) deux rencontres d'importance qui parlaient toutes deux des services publics.

La Convention des collectivités pour les services publics

Voilà quelques mois que la *Convention internationale des collectivités locales pour la promotion des services publics* était annoncée dans ces pages. En effet, des membres actifs d'attac suisse, en particulier à Genève, et des sections voisines d'attac france, travaillent depuis mars dernier à l'organisation de cet évènement qui devait accueillir des élu-e-s, mouvements sociaux et syndicats du monde entier pour discuter de services publics. Cette *Convention* est la troisième du même type, après *les États généraux des collectivités hors-AGCS* (tenu à Bobigny, près de Paris, en 2004), et la *Convention* **européenne** *des collectivités locales pour la promotion des services publics* (tenue à Liège, Belgique, en 2005).

Au final environ 200 personnes (dont près des ¾ d'élu-e-s locaux) d'une dizaine de pays (essentiellement Europe de l'Ouest et Québec) se sont retrouvées à Genève. Des témoignages et des discussions de qualité se sont tenues (vous trouverez le retour d'une participante sur les discussions dans ce numéro), favorisant l'échange entre collectivités locales publiques et militant-e-s d'horizons divers sur les manières de promouvoir un service public de qualité, malgré la vague néolibérale qui a maintenant conquis la quasi-totalité des gouvernements européens.

Comparée aux attentes, la participation a été relativement décevante, non pas en nombre, mais en terme de représentativité géographique. En pratique, 90% des participant-e-s venaient de 5 pays (France, Italie, Canada/Québec, Belgique, Suisse), dont une majorité de France, et quelques personnes sont venus de 7 autres pays : Autriche, Allemagne, Finlande, Norvège, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas. Les élu-e-s venaient uniquement de France, Belgique, d'Italie ; on a croisé 4 ou 5 élu-e-s suisses.

Pourquoi ce relatif échec?

Le premier élément est pratique : l'initiative de la tenue de cette Convention à Genève venait de la ville de Genève elle-même, qui avait transmis la proposition à Gérard Scheller (attac genève), un des deux délégués suisses à Liège. Il s'est avéré par la suite que la ville de Genève a perdu un peu de son enthousiasme, et que le comité d'organisation local, qui pensait pouvoir s'appuyer sur un large soutien *public* a dû largement travailler de manière bénévole et avec les moyens du bord. Cela s'est bien sûr ressenti sur le travail d'information auprès du public local, et en particulier des communes suisses hors-AGCS (90 communes en Suisse se sont à ce jour déclarées hors-AGCS, marquant ainsi leur opposition à des libéralisations imposées par le haut à travers l'OMC), ces communes ont reçu diverses informations, mais le travail de relance nécessaire n'a sans doute pas été suffisant.

Le deuxième élément est politique et militant : le comité de pilotage international de cette *Convention*, hérité en partie des précédentes



éditions, était relativement restreint et trop peu représentatif des collectivités et organisations soutenant sur le papier l'évènement. Malgré les efforts, en particulier du comité d'organisation local, pour intégrer le plus largement possible des acteurs de diverses origines à la fois militantes et géographiques, le comité est resté trop limité pour toucher largement.

Le Réseau européen pour les services publics
Ce Réseau est une initiative émanant du Forum social européen d'Athènes (mai 2006), et regroupe à l'origine des syndicats et associations de France, Italie, Autriche, Belgique, principalement, à la différence de la Convention dotée d'un aspect « institutionnel» par la présence majoritaire d'élu-e-s. L'objectif premier est de rendre plus visible l'idée de services publics au niveau européen, et pour cela la première étape passe par un Forum social européen des services publics, qui sera un des premiers forums sociaux thématiques de cette ampleur.

Le 27 octobre à Genève s'est tenue la première réunion du Réseau. Elle a rassemblé entre 50 et 60 militant-e-s de syndicats et mouvements d'une quinzaine de pays européens. Le Forum a été prévu pour l'automne 2007, probablement à Thessalonique en Grèce, suite à l'invitation de la principale centrale syndicale de la ville.

La construction de ce Forum sera bien sûr suivie attentivement par attac suisse, et des nouvelles régulières seront données dans l'Angles d'attac.





>>> Impressions de la Convention internationale des collectivités locales >>>

Impressions de la Convention Internationale des collectivités locales pour la promotion des services publics qui a eu lieu le 28 et 29 octobre 2006 à Genève.

De nombreux échanges riches et instructifs ont eu lieu entre les maires et d'autres représentant-es de communes ou collectivités s'étant déclarées "zones hors AGCS" : nos voisins de France les plus représentés (les collectivités locales hors-AGCS couvrent , selon un intervenant, 80% de la population) mais également l'Italie, et une vingtaine d'autres nations (aussi éloignées que le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Finlande) et même la Suisse.

Parmi elles et eux quelques intervenant-es d'autres entités, comme p.ex. l'émérite François Houtart, fondateur du Centre Tricontinental (nom inspiré par la Conférence de la tricontinentale à la Havane en 1966) et directeur des publications Alternatives Sud [1], ou l'initiateur du Forum mondial de l'eau, Riccardo Petrella [2]. Leurs interventions ont démontré l'agression néolibérale avec la vague de privatisation des services publics mettant en danger la démocratie. Le basculement des services vers le privé réduit le champs d'action des personnes élues démocratiquement et accentuent l'influence du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC aux dépens des Etats.

La terminologie néolibérale a pour but de nous faire penser que le capitalisme est une donnée météorologique. Une détermination à passer à l'offensive est nécessaire (cf. p. ex les 64 mio de grévistes en Inde en 2005 !) sans négliger les petits pas, mais sans perdre de vue l'utopie. Il ne suffit plus de condamner les abus et les excès du système capitaliste mais sa logique même.

Lors d'un atelier sur les alternatives et les expériences en démocratie participative, François Houtart nous a rappelé que la démocratie participative existe dans toutes les sociétés de base. Pourtant, chez nous elle est « mise au frigo» pour être remplacée par nos démocraties représentatives. Il cite Cuba en exemple où les député-es doivent rendre des comptes à la population tous les 6 mois, faute de quoi ils perdent leur mandat. Un autre exemple a été présenté par l'adjointe du maire de la commune d'Aubagne où la quasi-totalité du budget communal est décidée par le peuple. Elle avoue cependant qu'il est difficile d'apprendre à partager le pouvoir, les décisions prises par le peuple n'allant pas toujours dans leur sens.

Une intervention rafraîchissante a été faite par une toute jeune conseillère d'à peine 20 ans provenant de la circonscription de Turin ou encore par une élue municipale de la ville des Trois-Rivières au Canada qui nous a parlé de la stratégie des "maranguins" : « ce sont des moustiques, si t'es p'tit on t'écrase, si t'es beaucoup dans le camping, tu peux faire des dégâts»

Un autre sujet a été évoqué à plusieurs reprises : la gratuité et les alternatives de financements collectifs du service public.

André Hediger, maire de la ville de Genève -1ère des 87 communes zones hors AGCS (état 30 oct. 2006) en Suisse - souhaite, en complément au Réseau européen pour les services publics créé à Athènes début 2006, une meilleure collaboration entre les différentes communes hors AGCS pour créer un véritable réseau de services publics porteurs de valeurs démocratiques et de justice sociale.

Durant la pleinière, il y a eu unanimité sur le fait que le service public est un enjeu collectif, qu'il doit être redéfini par des débats démocratiques et participatifs et enfin sorti du domaine du marché pour réintégrer le domaine des droits. (c.f. Déclaration Commune, disponible sur www.agcs-gats.org)

Présente comme une des seules membres d'attac n'ayant pas fait partie de l'organisation, je remercie le comité des collectivités, attac genève et attac suisse ainsi que toute l'équipe de traduction pour leur énorme travail et excellente organisation !

Andrea Duffour, association suisse-cuba et attac-fribourg (ville zone hors AGCS depuis le 27 septembre 2005).

Notes :
[1] astuce, si vous cherchez son nom sur google, n'oubliez pas le T, vous aurez 162'000 au lieu de seulement 10'000
[2] idem, laissez-lui ses deux C

>>>AGENDA>>>

>Genève>



>>> La conférence antigue gauche ? >>>

Une conférence antiguerre et de soutien à la résistance s'est tenue au Liban à la mi-novembre. Divers mouvements altermondialistes libanais, qui s'étaient lancés dans l'organisation, ont finalement abandonné, critiquant à la fois le fond et la forme. Une militante d'attac Liban, qui était présente à la conférence, nous en livre un court et critique compte-rendu.

C'est en pleine agression israélienne qu'a vu le jour la première initiative pour faire, cette année, de la Conférence annuelle antiguerre [1] un événement pour saluer la résistance du peuple libanais. Plusieurs mouvements libanais furent alors contactés par des militant-e-s égyptien-ne-s pour participer à l'organisation de la conférence en Jordanie. Cependant, le pilonnage systématique des artères libanaises, ajouté au blocus, étaient suffisants pour empêcher toute forme de représentation libanaise à la Conférence. C'est ainsi qu'il a été décidé d'attendre la fin de la guerre pour tenir la Conférence à Beyrouth : outre la symbolique du lieu, c'était aussi garantir la présence d'une large part de la société civile libanaise, qui a été très active et solidaire pendant la guerre. Et c'est dans ce cadre-là que Samidoun, un réseau libanais d'ONG, de mouvements sociaux et d'individus, et attac Liban ont commencé à penser l'organisation de la Conférence de Beyrouth.

Cette Conférence se voulait d'abord un espace dans lequel les mouvements de solidarité qui s'étaient formés durant la guerre, dont le réseau Samidoun, les associations altermondialistes comme attac Liban, les mouvements de revendication de droits comme Helem seraient présents [2]. A noter que Helem est un mouvement inédit (et interdit) de revendication de droits des gays, lesbiennes, bisexuels et transsexuels : la loi libanaise, pour ne citer qu'elle, considérant l'homosexualité comme un délit (c'est le cas dans tout le monde arabe).

Rien de tout cela n'a eu lieu. « Doublés» par des organisateurs extérieurs au monde arabe, les mouvements se sont retirés les uns après les autres. En effet, alors que la Conférence avait été prévue pour la fin du mois de novembre, des « invitations» ont été lancées par des militant-e-s libanais résidant en France, proches du Parti communiste, pour le début du même mois. Des « négociations» commencèrent (il était hors de question d'avoir deux Conférences portant sur le même thème et durant le même mois !) mais soudain de nouvelles invitations se mettent à circuler,



pour la mi-novembre cette fois-ci, avec comme organisateurs locaux le Hezbollah et le Parti communiste libanais notamment. Ce « premier incident » a amené les mouvements sociaux engagés initialement dans l'organisation à s'en retirer. D'abord pour signifier leur refus de l'unilatéralisme des décisions, ensuite parce que certain-e-s étaient convaincu-e-s que cette soi-disant Conférence antiguerre allait se transformer en carnaval pro-Hezbollah à un moment où les tensions politico-communautaires étaient à leur paroxysme.

Au lieu d'un forum qui aurait montré la solidarité transconfessionnelle (quasi-inédite, vu la nature du tissu social libanais et de son effet structurant sur les identités sociales, politiques, etc...), nous avons eu droit à une organisation unilatérale autour de « personnalités » résidant hors du monde arabe et noyautée par l'appareil du « parti de Dieu » (littéralement, le Hezbollah), venu faire la promotion de sa « victoire Divine » et du Parti communiste libanais sclérosé et moribond. Grande fut par exemple la surprise des participant-e-s, le jour de l'ouverture de la Conférence, de tomber nez à nez avec des patrouilles du Hezbollah avant d'être séparé-e-s, les hommes à gauche, les femmes à droite pour la fouille traditionnelle !

Inutile de préciser qu'ont suivi, pendant deux jours, des discours fleuves, des poings brandis en l'air, des visites « guidées » avec sacs de « souvenirs » (posters, foulards, etc. du Hezbollah), couronnées par une salve de recommandations qui dégagent une forte sensation de déjà vu (ou en l'occurrence de déjà entendu).

De fait, il serait utile de remarquer que celles et ceux qui se prétendent de la mouvance altermondialiste (et plus généralement la gauche) sont de plus en plus schizophrènes. Ils soutiennent un « islam politique », soi-disant parce qu'il est engagé dans la lutte « anti-impérialiste », puis se souviennent, soudain, qu'ils sont supposés être « laïcs » et mettent au pilori un autre islam coupable de complicité avec l'impérialisme.

Le Hezbollah est, certes, engagé dans la résistance contre l'occupant israélien mais il n'en demeure pas moins un parti religieux et conservateur. Qui plus est, il soutient des politiques économiques néolibérales (le ministre démissionnaire du Hezbollah était en charge du dossier sur la privatisation d'Électricité du Liban). Le « parti de Dieu » n'est pas un mouvement de libération nationale ; il ne vise ni à « l'abolition de l'État » ni à « la révolution permanente ». Ce n'est pas une organisation de gauche qui brandirait l'Islam comme un étendard pour souligner un certain « particularisme ». Il fait bel et bien partie de la mouvance islamiste contemporaine. L'Islam politique est parfois perçu comme une sorte de 3ème voie entre le « ni tout-à-fait capitaliste » et le « ni tout-à-fait communiste », à tort ! La guerre froide est terminée, mais il reste à la faire sortir des esprits de certains militants et de leurs pratiques. Car, comme le notait un participant, non sans amertume : « nous voyions cette conférence comme un acte de libération sociale. Libération d'abord par rapport aux carcans confessionnels imposés par la société libanaise. Nous voulions mettre en valeur la solidarité inédite qu'il y a eu entre des jeunes de toutes les communautés durant la guerre. La conférence était aussi, pour nous, une opportunité de montrer autre chose que la dichotomie simpliste Hezbollah - peuple opprimé d'un côté et impérialisme aveugle d'un autre. La vérité est beaucoup plus complexe. Elle est liée à la structure de la société libanaise. Notre moment de libération sociale n'est que différé en raison de cette alliance entre l'islamisme et les résidus d'une tradition stalinienne ». Et le militant d'ajouter « Ce n'est que partie remise » car ne dit-on pas que « Militer, c'est ne jamais désespérer » ?



Marie-Noelle AbiYaghi, ATTAC Liban

Lire aussi :

- Quel bilan de la guerre de juillet ? Le Liban entre résistances et politiques néolibérales. Sur le site d'attac liban .
- Été 2006 : nouvelles guerres au Proche-Orient, désordre néolibéral et Grand Moyen-Orient (Angles d'Attac Novembre 2006)
- Quelle attitude pour les mouvements sociaux altermondialistes face aux mouvements religieux dans la crise actuelle ? (Angles d'Attac Septembre 2006)
- La lutte contre la guerre totale entreprise par Israël en Palestine et au Liban : une priorité dans le combat d'Attac contre le nouvel ordre mondial imposé par les Etats-Unis(Angles d'Attac Septembre 2006).

Notes :

[1] Le congrès du Caire, au lendemain de l'invasion de l'Irak en 2003, a été en quelque sorte la première conférence antiguerre ; depuis lors, une conférence antiguerre a lieu tous les ans au Moyen-Orient (On citera celle de Beyrouth en 2004 par exemple).

[2] Samidoun : www.samidoun.org Attac Liban : lubnan.attac.org Helem : www.helem.net



>>>IMPRESSUM>>>

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne
Tirage 2'200 exemplaires

ABONNEMENT (POUR NON-MEMBRES)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Carol Bonvin, Ounsi El Daïf, Geneviève Hentsch, Roman Kuenzle, Virginie Laurella, Michel Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua, Karin Vogt.

Appel à participation : l'Angles d'Attac a besoin de relecteurs et relectrices ! Si vous pensez pouvoir de temps en temps aider à la relecture, écrivez à ounsi@attac.org

TRADUCTIONS

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coorditrad.attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.org , ou par courrier postal auprès d'attac suisse

PROCHAINE PARUTION FIN JANVIER

COURRIER DES LECTEURS ET LECTRICES>

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :
Courrier de l'Angles d'ATTAC,
abs d'attac vaud, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: angles-ch@attac.org

INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Postfach 7457, 8023 Zürich, zurich@attac.org
Jura: Case postale 37, 2740 Moutier, jura@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne: Case 4314, 2500 Bienne 4, bienne@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>> NON aux économies su
NON au démantèlement de

Parmi les mesures de restriction introduites dans la 5ème révision de l'Assurance invalidité (AI) :

- il faudra côtiser non plus une année, mais trois années pour pouvoir accéder aux prestations ;
- les rentes complémentaires pour conjoints sont liquidées ;
- les adaptations de rente pour les personnes devenues invalides avant 45 ans sont supprimées ;
- la rente minimale pour les personnes à faible revenu ou sans revenu est supprimée ;
- les frais médicaux pour la réadaptation et la réintégration sont reportés sur l'assurance-maladie.

Une fois de plus, le Parlement à majorité de droite et représentant les couches les plus aisées, s'attaque aux plus faibles de la société. Après l'assurance chômage, l'AVS, l'assurance maladie et avant une nouvelle attaque du 2ème pilier, c'est au tour de l'assurance invalidité de subir des restrictions afin d'assainir sa situation financière.

Simultanément à la décision de baisser les impôts sur les gains des entreprises et d'encourager la concurrence entre cantons pour une fiscalité toujours plus favorable aux plus aisés, simultanément aux cadeaux fiscaux accordés aux classes sociales les plus riches, comme par exemple aux chefs des plus grandes entreprises aux salaires exorbitants, l'accès à la rente AI et ses prestations se voient réduits de manière inacceptable.

Or la dégradation des conditions de travail de ces dernières années est la première cause de l'augmentation des demandes d'AI... Le nombre de nouvelles rentes, principalement pour cause de maladies psychiques, a explosé ces dernières années. Il suffit de voir l'augmentation pharamineuse des consultations et hospitalisations psychiatriques pour se rendre compte que la souffrance et le stress dus aux conditions de vie et de travail sont devenus insupportables pour beaucoup d'entre nous. Il est difficilement défendable que la majeure partie des personnes déposant une demande de rente, toujours appuyée par des médecins, ne soient que des profiteurs.

Depuis 2003, le nombre de refus de rentes AI a déjà augmenté d'environ 50%. Mais cela ne suffit pas. La 5ème révision de la loi prévoit encore une diminution des nouvelles rentes de 30% en instaurant des mesures très contraignantes de réintégration au travail pour les personnes atteintes d'une maladie.

Prétendre que la réinsertion doit soudain être la «priorité» de l'AI est hypocrite : cette priorité est inscrite dans la loi dès son origine, mais sa concrétisation reste un vœu pieux, agité comme alibi d'une politique de répression et d'exclusion. La nouvelle loi ne prévoit aucune obligation pour les employeurs d'assurer des places de travail pour des personnes handicapées. Combien d'employeurs adapteront une place de travail pour des personnes diminuées dans leur santé physique ou psychique ? À une époque où le chômage perdure, où les places d'apprentissage pour les jeunes sont notoirement insuffisantes et où le Parlement envisage de retarder l'âge de la retraite à 67 ans, quelles places de travail pourront être disponibles pour des personnes à la santé physique ou psychique fragile ?

Il est temps de ne plus laisser le Parlement libre d'instaurer des lois qui détériorent encore et toujours la situation des mêmes couches de la population. Les risques de maladie et d'accident ne sont pas les mêmes pour tous : plus la situation socio-professionnelle est précaire, plus le risque de maladie ou d'accident est élevé...

Utilisons notre droit de nous faire entendre par nos représentants aux Chambres : exigeons de pouvoir voter sur cette révision, décidée par le Parlement, en signant le référendum !

OUI à une véritable intégration des personnes handicapées ! OUI à une réforme de l'AI qui aide toutes les personnes handicapées ! OUI au référendum des personnes handicapées !

RÉFÉRENDUM

contre la modification du 6 octobre 2006 de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI)

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu de l'art. 141 de la Constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 59s.), que la modification du 6 octobre 2006 de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) soit soumis/e au vote du peuple.

Seuls les électrices et électeurs résidant dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main.

Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'un référendum est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Canton :	N° postal :	Commune politique :

N°	Nom *(écrire à la main et si possible en majuscules!)*	Prénom	Date de naissance exacte (jour/mois/année)			Adresse exacte (rue et numéro)	Signature manuscrite	Contrôle *(laisser en blanc)*
1								
2								
3								
4								
5								

Expiration du délai référendaire : 25 janvier 2007

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les ...... (nombre) signataires du référendum dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Sceau :

Le/La fonctionnaire compétent/e pour l'attestation (signature manuscrite et fonction officielle) :

Lieu: ....

Date: ....

....

....

Cette liste, entièrement ou partiellement remplie, doit être renvoyée jusqu'au 30 décembre 2006 au plus tard au comité référendaire : Cap-Contact Association, Praz Séchaud 18, 1010 Lausanne; il se chargera de demander l'attestation de la qualité d'électeur des signataires. D'autres listes peuvent être commandées à la même adresse (Tél : 021 653 08 18), ou par internet à www.referendum-lai.ch .

>>> Pour des alternatives sociales et démocratiques au Forum économique de Davos >>>

"Shaping the Global Agenda", voilà le sous-titre de la prochaine édition du Forum économique mondial (World Economic Forum WEF) de Davos. La rencontre annuelle des riches et des puissants aura lieu du 24 au 28 janvier 2007.

Pour nous opposer à la prétention du WEF à décider de l'état et du développement du monde, nous organisons à nouveau la conférence internationale "L'Autre Davos", en vue de contribuer à développer des analyses et alternatives "venues d'en bas".

Salarié-e-s jetables – le titre de l'Autre Davos entend montrer comment le projet néolibéral précarise toujours plus nos conditions de vie. Un nombre croissant de femmes et d'hommes vivent aujourd'hui dans une "précarité globalisée". Les dispositifs migratoires mettent les migrant-e-s en situation d'illégalité, pour en faire des travailleuses et travailleurs facilement exploitables. Le marché du travail mondial s'appuie sur une répression massive exercée contre les migrant-e-s: discrimination systématique et violations des droits humains, arbitraire administratif, confinement dans des camps pour les requérant-e-s d'asile, violence meurtrière lors des expulsions ou quand il s'agit, comme à Ceuta et Mellila, d'empêcher l'arrivée de migrant-e-s.

Parallèlement, la pression exercée sur toutes-tous les salarié-e-s – originaires du pays ou étranger-e-s – s'accentue. C'est pourquoi, dans le cadre de l'Autre Davos, nous voulons montrer comment la concurrence globale entre les places économiques impose le dumping salarial et social, et aussi aborder les luttes qui se développent en réponse à ces attaques.

Car la résistance existe. Malgré des conditions extrêmement précaires, des femmes et des hommes luttent pour leurs droits. Ce sont ces luttes que nous voulons rendre visibles et thématiser avec nos intervenant-e-s.

Bridget Anderson abordera le ménage privé comme marché mondialisé de la main-d'œuvre féminine. Dans son ouvrage intitulé "Doing the Dirty Work? The Global Politics of Domestic Labour", elle présente ses recherches sur la migration de travailleuses domestiques d'Amérique latine, des Philippines et d'Europe de l'Est travaillant dans des villes européennes. Bridget Anderson parlera également des luttes de travailleuses domestiques illégalisées (par ex. "Respect") auxquelles elle a personnellement participé.

Mag Wompel, rédactrice de LabourNet Germany, un réseau d'information syndicale progressiste, apportera sa perspective sur la thématique de la précarité.

L'une des formes les plus brutales du traitement imposé aux migrant-e-s sera explicitée par **Marc Bernardot**, responsable de l'axe "camps et confinement des étrangers" auprès du réseau scientifique Terra, Paris.

Et **Spitou Mendy,** SOC, représentant des ouvrières-ers agricoles travaillant dans la production de fruits et de légumes en Andalousie nous informera plus précisément des conditions faites aux migrant-e-s illégalisé-e-s dans l'agriculture. Le rôle scandaleux de la Suisse en matière de politique migratoire sera bien sûr évoqué – les effets de la mondialisation ne s'expriment pas seulement "ailleurs".

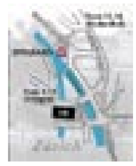
Ces mêmes thèmes – migration et précarité – seront également au centre de la mobilisation contre le sommet du G8 de juin 2007 à Heiligendamm, près de Rostock (Allemagne). Les thèmes de l'Autre Davos 2007 se raccordent donc à cette importante mobilisation, à laquelle attac participera avec des organisations syndicales et de migrant-e-s. C'est pourquoi un atelier de mobilisation contre le G8 aura lieu dans le cadre de l'Autre Davos. En outre, nous présenterons l'exposition photographique PALESTINE - LIFE UNDER ARREST (Palestine, la vie en état d'arrestation) de Jakob Helbing, et le film VOICES IN TRANSIT de Hanna Salzer et Philipp Hofmänner, qui retrace l'histoire de requérant-e-s d'asile en Suisse.

Depuis sept ans, la conférence internationale l'Autre Davos est un lieu de réflexion pour des alternatives "venues d'en bas", mais aussi une expression importante de la mobilisation des mouvements sociaux contre le WEF. Organisé à l'initiative d'attac suisse, l'Autre Davos est chaque année soutenu par une série d'organisations et de réseaux. La prochaine édition de l'Autre Davos est destinée à rassembler, une fois de plus, des militant-e-s des mouvements altermondialistes, anti-guerre, syndicaux et de solidarité, ainsi que des actrices et acteurs des luttes venu-e-s de diverses parties du monde.

Davos

The Other
L'Autre
Das Andere
L'Altro

Résistances contre la mondialisation du capital
Pour des alternatives venues d'en bas



précarité globale?!
Toutes et tous des salarié-e-s jetables

Conférence internationale contre le Forum économique mondial de Davos (WEF)

Vendredi 19 janvier 2007

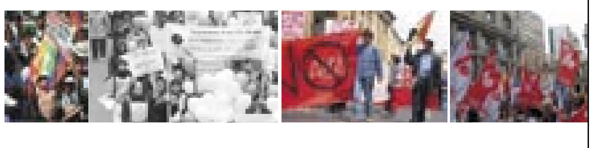
Jugendkulturhaus Dynamo, Wasserwerkstrasse 21 à Zurich
(Plan sur www.dynamo.ch)

Dès 17h00: PALESTINE - LIFE UNDER ARREST: exposition photographique de Jakob Helbing
17h00 à 18h00: atelier de mobilisation contre le sommet du G8 de juin 2007
18h00: VOICES IN TRANSIT: film de Hanna Salzer et Philipp Hofmänner qui présente l'histoire de requérant-e-s d'asile en Suisse
Dès 18h00: sandwiches au bar, musique

20h00: conférence l'Autre Davos

Avec
Bridget Anderson, sociologue et militante britannique, auteure d'un ouvrage sur le travail des migrantes illégalisées dans les ménages privés
Mag Wompel, rédactrice de LabourNet Germany, réseau d'information syndicale progressiste
Marc Bernardot, responsable de l'axe "camps et confinement des étrangers" auprès du réseau scientifique Terra, Paris
Spitou Mendy, SOC, représentant-e des ouvrier-e-s agricoles travaillant dans la production de fruits et de légumes en Andalousie

22h15: possibilité d'échange informel avec les intervenant-e-s, en petits groupes



%

Participation aux frais: 10.- à 20.- CHF
Traduction simultanée en allemand et français
Organisation: attac suisse; Infos: www.otherdavos.net
Contacts: suisse@attac.org, attac suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève, 022 800 10 40, CCP 17-762066-4

L'Autre Davos est soutenu par (état au 12.12.2006): Déclaration de Berne, terre des hommes suisse, Mouvement pour le socialisme, Solifonds, l'Autre Syndicat, Plateforme pour une agriculture socialement durable